ÉCONOMIE | PAYS DE MORLAIX

PREMIER SEMESTRE 2025 :

LE VOLUME D'EMPLOIS SE MAINTIENT, MAIS LE MARCHÉ DU TRAVAIL SE DÉGRADE

#9 I Novembre 2025 **OBSERVATOIRE I** Note de conjoncture

Chiffres clés du pays de Morlaix à la fin du 1er semestre 2025

(Évolution par rapport au 1er semestre 2024)

les + les - les =

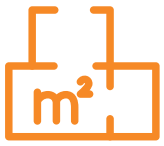
39 salariés privés supplémentaires
+0,1 % en un an
(+0,4 % en Bretagne)
Source : Urssaf

5 729 déclarations préalables à l'embauche
(contrats d'un mois minimum)
-1,9 % en un an
(-0,5 % en Bretagne)
Source : Urssaf

En hausse significative :
- Conseil, ingénierie, recherche (+8,6 %)
- Industrie agro-alimentaire (+1,4 %)

En baisse :
- Autres Industries (-1,3 %)

33
procédures collectives
(+10% en un an)
Source : Capfinancials



50 800 m²
autorisés en immobilier d'entreprise
-61 % en un an
Source : SDES Sit@del2

598
logements autorisés
x2 en un an
Source : SDES Sit@del2

86 450
passagers
ont transité par le port de Roscoff au premier semestre
-12 % en un an
Source : CCI Finistère

4,4 M
de nuitées touristiques
entre avril et septembre 2025
-0,7 % par rapport à 2024
(-3 % en Bretagne)

6,5 %
de taux de chômage
au 2e trimestre 2025
dans la zone d'emploi de Morlaix
+0,3 point en un an
(6,1 % en Bretagne)
Source : Insee

9 818
demandeurs d'emploi
dans les catégories A, B et C
au 2e trimestre 2025
+5,2 % en un an
(+4 % en Bretagne)
Source : Dares- France Travail, STMT, traitement Dreets Bretagne

ADEUPa BREST • BRETAGNE

En résumé

Au 1er semestre 2025, l'économie du pays de Morlaix montre des signes de fébrilité. L'emploi salarié privé est globalement stable. Cependant ce résultat va varier selon les secteurs d'activité. Les effectifs sont en hausse dans celui du conseil, de l'ingénierie et de la recherche (+8,6 %) ainsi que dans l'agroalimentaire (+3,9 %), quand ils reculent dans les autres industries (-1,3 %). Toutefois, le marché de l'emploi se dégrade : le taux de chômage atteint 6,5 %, en hausse de 0,3 point, et le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 5,2 % sur un an. Les déclarations d'embauche reculent de 1,9 %, notamment dans l'hôtellerie-restauration (-12,7 %).

L'immobilier d'entreprise est en net repli tandis que la construction de logements connaît une forte reprise, portée par des projets collectifs à Morlaix et Roscoff. Le trafic de passagers au port de Roscoff chute de 12 %, mais la criée reste dynamique. La fréquentation touristique est relativement stable, malgré un recul en septembre.

Enfin, les ménages adoptent une posture prudente, privilégiant l'épargne facilement mobilisable.

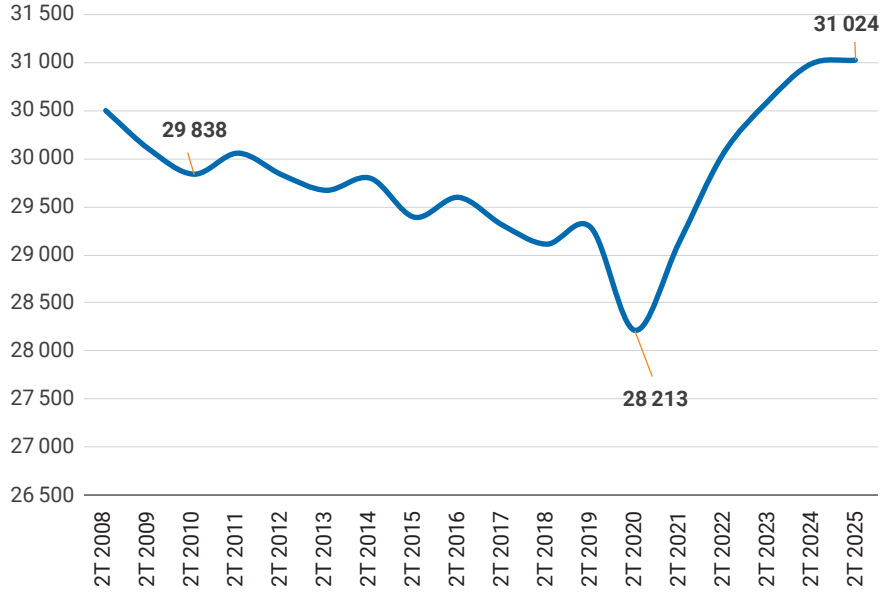
Activité économique

Des effectifs salariés privés une nouvelle fois stables

L'emploi salarié privé semble atteindre un palier après plusieurs années de croissance. Au 2e trimestre 2025, le pays de Morlaix compte plus de 31 000 emplois salariés privés, soit une hausse de 0,1 % en un an (+39 emplois). Cette tendance est proche de celle observée à l'échelle régionale (+0,4 %). L'industrie agroalimentaire (+3,9 %), mais surtout les activités de conseil, d'ingénierie et de recherche (+8,6 %), contribuent positivement à cette évolution et représentent 150 emplois supplémentaires.

Dans le même temps, les autres industries reculent (-1,3 %), probablement en lien avec la fermeture de Castel 29 en fin d'année 2024. Les perspectives économiques dans les prochains mois sont timides, hormis les perspectives d'embauches émises par les acteurs de la filière du lin.

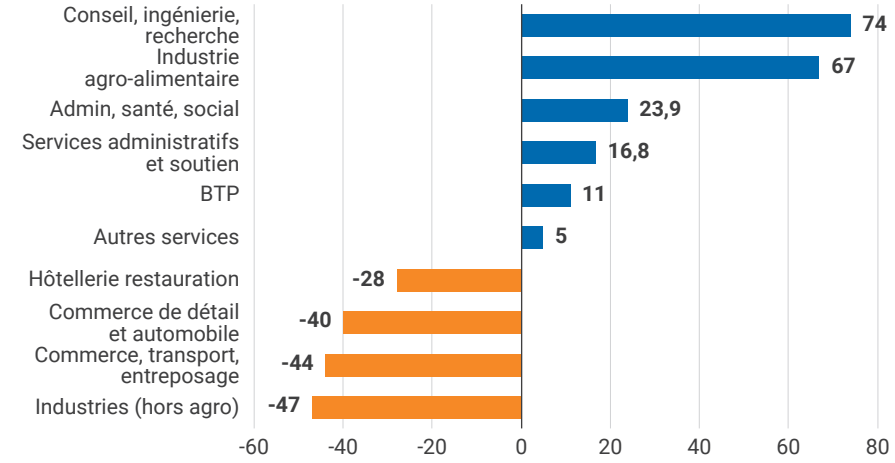
Nombre d'emplois salariés privés dans le pays de Morlaix entre le 2e trimestre 2008 et le 2e trimestre 2025



Source : Urssaf, traitement ADEUPa

Quelle que soit l'intercommunalité considérée, la dynamique est globalement stable : Haut-Léon Communauté (-0,2 %), CC du pays de Landivisiau (+0,1 %) et Morlaix Communauté (+0,3 %). Toutefois, les trajectoires des secteurs d'activités varient. Par exemple, dans Morlaix Communauté, les services administratifs et de soutien enregistrent des gains d'emplois avec une évolution annuelle de 7,1 %, suivis par l'industrie agroalimentaire (+4,5%). À l'inverse, le domaine de l'hôtellerie et de la restauration, ainsi que celui du commerce, du transport et de l'entreposage sont en diminution (respectivement -2,4 % et -1,7 %). Du côté de Landivisiau, ce sont les activités de conseil, d'ingénierie et de recherche qui augmentent le plus (+20,5 %, représentant 33 emplois supplémentaires), tandis que les services administratifs et de soutien sont en net retrait (-14,9 %).

Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les premiers semestres 2024 et 2025 dans le pays de Morlaix



Source : Urssaf, traitement Adeupa

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : UNE CROISSANCE FAIBLE EN 2025, AVANT UN REDRESSEMENT PROGRESSIF ?

La France devrait, selon toute vraisemblance, connaître une croissance limitée pour l'année 2025. Alors que l'Insee table sur +0,8 %, la Banque de France, dans ses projections de septembre 2025, est moins optimiste avec une estimation à +0,7 %. Ces chiffres traduisent une activité morose, dans la continuité du ralentissement observé depuis le début de l'année, sous l'effet notamment de la prudence des ménages (hausse de l'épargne, consommation atone) et du maintien de nombreuses incertitudes internationales et nationales, qui viennent peser sur l'activité des entreprises.

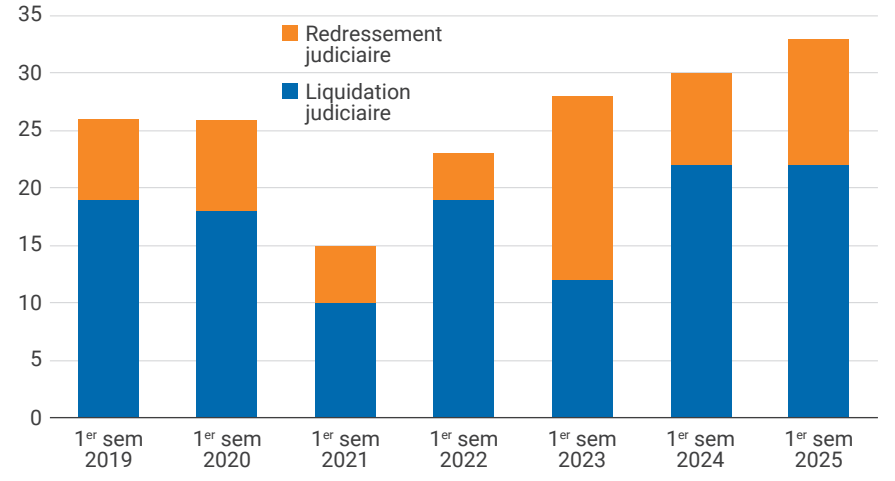
En effet, le climat des affaires apparaît encore soumis aux tensions géopolitiques, nées sur le front est de l'Europe et au Moyen-Orient, qui ne faiblissent pas, voire s'accentuent. La politique américaine protectionniste ne permet pas aux acteurs économiques des projections sereines et place le commerce mondial sous tension. À l'échelon national, les incertitudes politiques perdurent et fragilisent la confiance des ménages et des entreprises.

Les projections pour l'année 2026 et 2027 tablent désormais sur un léger renforcement de la croissance, permis notamment par une inflation qui continuerait de décélérer jusqu'en fin d'année, avant de remonter légèrement pour les deux ans à venir, mais toujours sous le seuil cible fixé par la BCE à 2 %. Le taux de chômage devrait remonter et plafonner en 2025 autour de 7,8 %, puis 7,7 % en 2026, avant de redescendre à 7,4 % en 2027.

Hausse du nombre de procédures judiciaires

Les défaillances d'entreprises poursuivent leur progression. Au premier semestre 2025, 33 procédures judiciaires (redressements et liquidations) ont été enregistrées, contre 27 un an plus tôt. Le nombre reste inférieur au pic de 2015 (43). Ces défaillances concernent principalement les TPE des secteurs du commerce et des services. L'entreprise SNE Goasguen (BTP, Saint-Martin-des-Champs) constitue la liquidation la plus importante, avec 12 salariés concernés.

Nombre d'ouvertures de procédures judiciaires dans le pays de Morlaix aux premiers semestres



Source : Capfi, traitement ADEUPa

Immobilier d'entreprise : en forte baisse annuelle

Le volume de surfaces accordées en locaux d'activité et bureaux est en forte baisse : 50 800 m² autorisés au premier semestre 2025, contre 78 000 m² en 2024. Ce recul de 35 % s'explique principalement par le ralentissement des projets tertiaires et artisanaux et ceux portés par la puissance publique. Les principaux dossiers concernent l'industrie, à l'image de Teillage de Bretagne à Commana (6 474 m²), ou encore Holdyca à Saint-Thégonnec (2 241 m²).

Principaux permis déposés au cours du 1er semestre 2025 (surface autorisée > 2 000 m²) :

- **Teillage de Bretagne, Commana**, 6 474 m² (industrie)
- **Groupe Nédélec, concession Peugeot, Plouigneau**, 3 696 m² (commerce / artisanat)
- **Boulangerie Canevet, Saint-Thégonnec**, 2 241 m² (industrie / artisanat)
- **BM2S, maintenance industrielle, Landivisiau**, 2 035 m² (industrie)

Au port de Roscoff :

Un trafic de passagers en recul

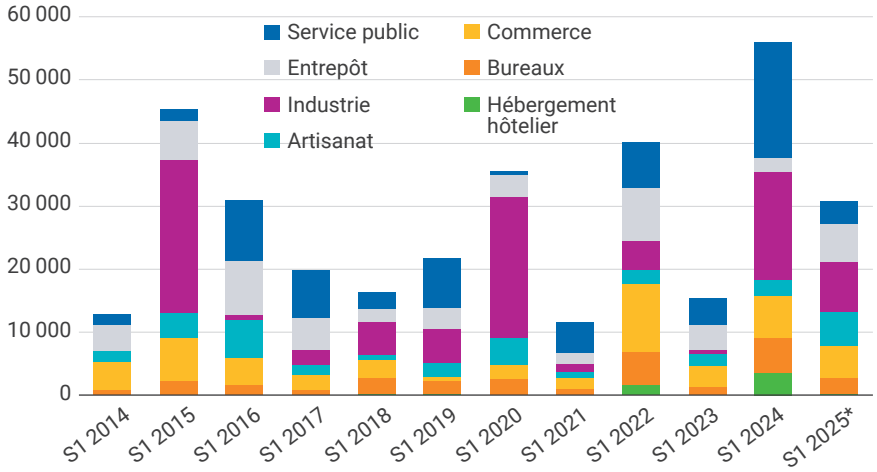
Avec 18 000 passagers de moins qu'au 1er semestre 2024 (86 450 contre 97 770), le trafic roscovite affiche un repli de 12 % en ce début 2025. Une évolution qui s'explique notamment par la baisse du nombre de ferries sur la période (117 contre 155 en 2024), principalement au 1er trimestre avec une seule rotation en 2025 contre 38 en 2024. Cette évolution est liée à l'arrêt des rotations début novembre 2024 en raison de travaux importants sur le port de Plymouth jusqu'à fin mars 2025. Les rotations du 2e trimestre ont, par contre, retrouvé le rythme de l'an passé.

Les liaisons vers Plymouth perdent 11 000 passagers sur les six premiers mois de l'année (-12 %). L'évolution est identique vers l'Irlande avec un déficit de près de 7 000 passagers.

À la criée : les indicateurs sont au vert

Malgré un tonnage stable à 2 022 tonnes au 1er semestre (2025 en 2024) les indicateurs d'activité de la criée de Roscoff témoignent d'un dynamisme soutenu : le nombre de lots commercialisés (55 700) progresse de 5 %, la valeur atteint 11 431 K€ (+3 %). Le prix moyen au kilo poursuit sa hausse pour atteindre 5,65 €.

Surfaces autorisées en m² des locaux d'activités dans le pays de Morlaix



Source : SDES Sit@del2 - traitement ADEUPa - * donnée provisoire

Stabilité de la fréquentation touristique dans la baie de Morlaix en 2025

Entre avril et septembre 2025, on estime à 4,4 M le nombre de nuitées touristiques[1] dans la baie de Morlaix, soit une légère baisse de 0,7 % par rapport à 2024. La fréquentation varie selon les périodes : les mois d'avril et juin ont été plus dynamiques, tandis que mai s'inscrit en retrait, probablement lié à un calendrier moins favorable en jours fériés. La fréquentation du cœur de saison, en juillet et août, reste stable par rapport à l'année précédente. En revanche, septembre connaît une nette diminution de 7,8 %.

La clientèle française[2] recule de 1,6 % en un an. Les nuitées des Finistériens chutent de 12,5 %, vraisemblablement en raison des conditions météorologiques pluvieuses des deux derniers étés. Une baisse similaire est observée chez les touristes parisiens (-1,8 %). À l'inverse, les visiteurs originaires des pays de la Loire sont en hausse (+4,4 %).

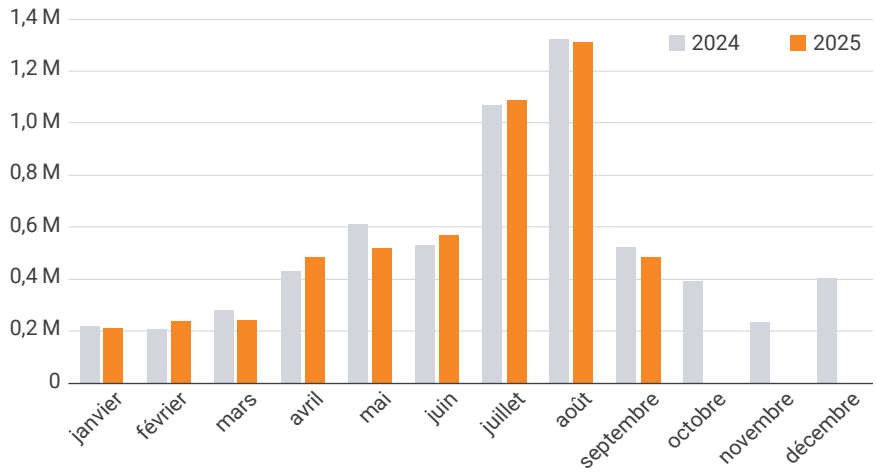
Le nombre de nuitées de la clientèle d'origine étrangère[3] est en nette augmentation : +2,5 % entre les saisons estivales 2024 et 2025. Les clientèles d'origines allemandes et surtout du Royaume-Uni tirent plus particulièrement cette dynamique. A contrario, les nuitées touristiques d'origine néerlandaise sont en recul (-4,7 %).

1. Un touriste est une personne qui dort dans le pays de Morlaix alors que son lieu de résidence habituel se situe en dehors du territoire. Les nuitées correspondent au nombre de nuits et de personnes qui dorment dans le territoire de référence.

2. La clientèle française représente 72 % des nuitées touristiques du pays de Morlaix entre avril et septembre 2025.

3. La clientèle étrangère représente 28 % des nuitées touristiques du pays de Morlaix entre avril et septembre 2025.

Nombre de nuitées touristiques dans la baie de Morlaix (en millions)



Source : Flux Vision Orange, ADEUPa

Marché de l'emploi

Une baisse de la demande d'emploi qui se poursuit depuis la crise sanitaire

Au 30 juin 2025, 4 248 personnes sont inscrites sur les listes de France Travail en catégorie A[4] dans le pays de Morlaix. Ce nombre est en hausse par rapport à juin 2024 (+9,2 %), soit 358 personnes. Cette tendance est également constatée au niveau régional, où la demande d'emploi a augmenté de 7 % au cours de la période. Les profils de demandeurs qui semblent progresser plus fortement sont les jeunes de moins de 25 ans, les femmes et les travailleurs handicapés. La hausse de la demande de ces profils symbolise souvent le signal d'une conjoncture économique plus tendue.

Pour les inscrits de toutes les catégories de France Travail (A, B et C), l'augmentation est également effective avec +5,2 % en un an, un taux supérieur à la moyenne régionale (+4 %).

4. Personne sans emploi, devant accomplir des actes de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier). Les catégories B et C répondent à la même définition, mais ont exercé une activité réduite au cours du mois (78 heures maximum dans le premier cas et plus de 78 heures dans le second).

AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.

AVERTISSEMENT ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ACTUALISATION :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

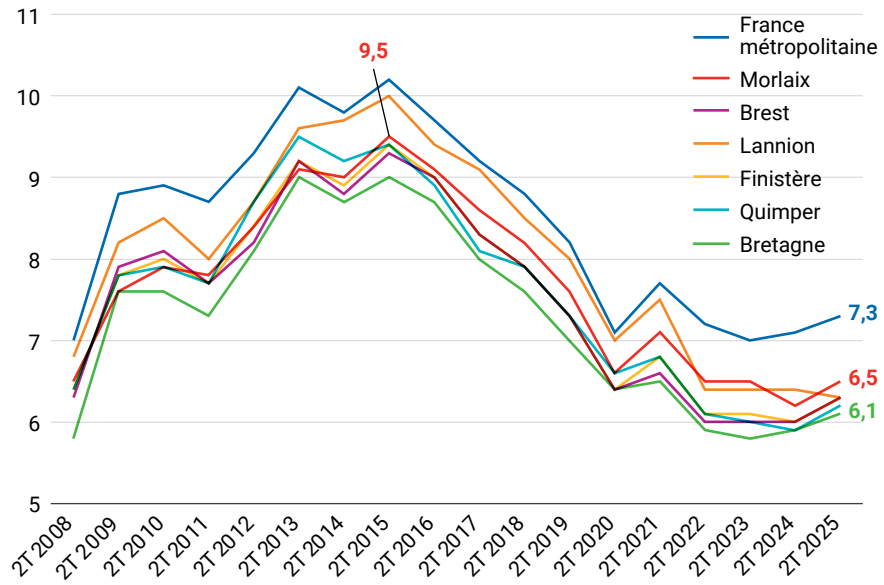
En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Le taux de chômage dans la zone d'emploi de Morlaix remonte pour la première fois de façon significative depuis la crise sanitaire de 2020.

Un taux de chômage de 6,5 % dans la zone d'emploi de Morlaix, en légère croissance

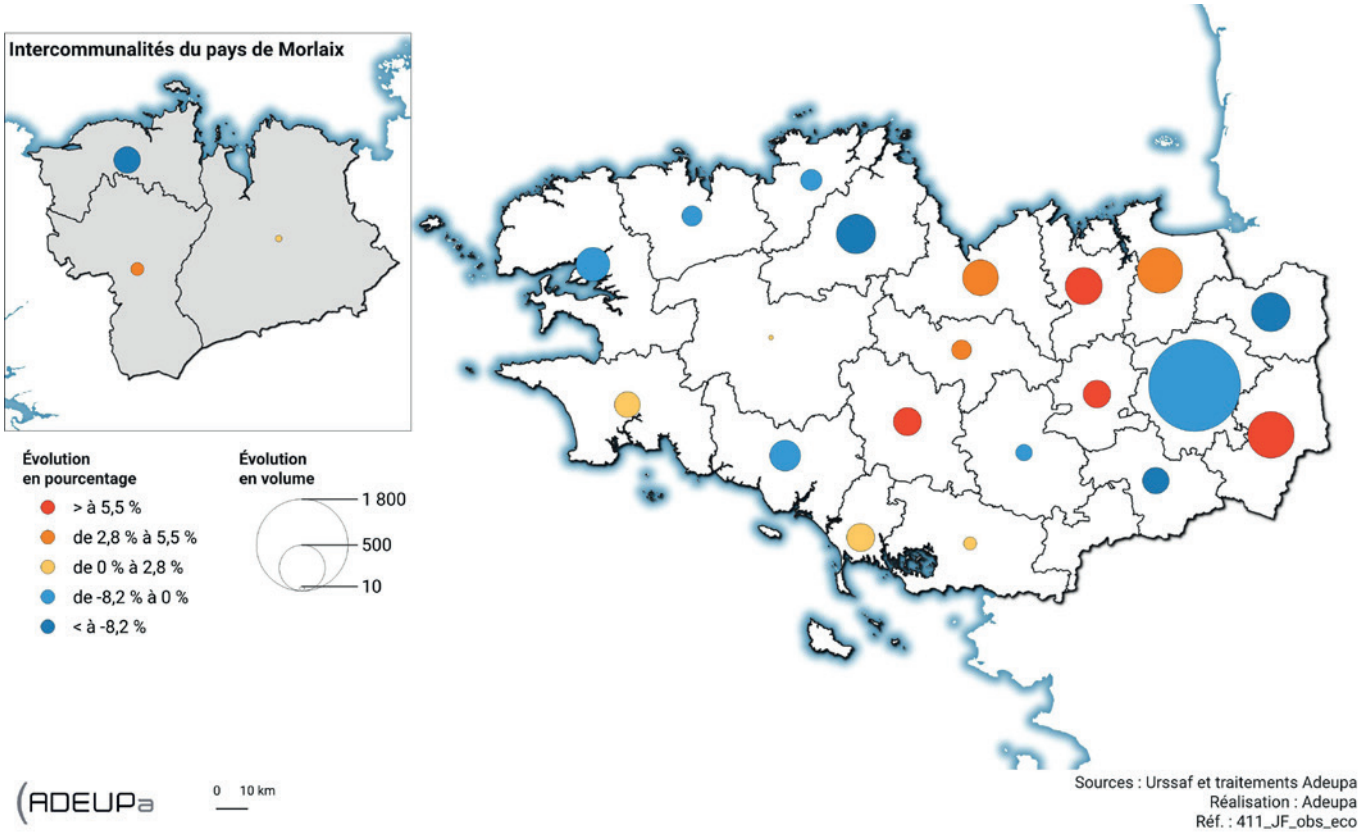
Avec 6,5 % au 2e trimestre 2025, le taux de chômage dans la zone d'emploi de Morlaix estimé par l'Insee remonte pour la première fois de façon significative depuis la crise sanitaire de 2020. Il a en effet augmenté de 0,3 point par rapport au 2e trimestre 2024. Par ailleurs, ce taux est supérieur à la moyenne finistérienne (6,3 %), et à celle de la région (6,1 %), et toujours bien inférieur à la moyenne nationale (7,3 %).

Taux de chômage au 2e trimestre entre 2008 et 2025



Source : Insee, estimation du taux de chômage localisé et taux de chômage au sens BIT

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 1er semestres 2024 et 2025



Sources : Urssaf et traitements Adeupa
Réalisation : Adeupa
Réf. : 411_JF_obs_eco

Réduction du nombre de déclarations d'embauche entre le 1er semestre 2024 et 2025

Le volume de DPAE[5] d'une durée supérieure à un mois est en recul de 1,9 % en un an. Cet indicateur peut être la première alerte d'une tension économique locale, d'autant que cette évolution concerne davantage les embauches en CDI avec une baisse de 3,1 %. Ce type de contrat représente 47 % des DPAE, une proportion équivalente au second semestre 2024.

La quasi-totalité des secteurs d'activité est concernée par cette diminution, en particulier l'hôtellerie et la restauration (-12,7 %) qui ont tiré le nombre de recrutements vers le haut depuis 2020. Les secteurs du tertiaire et du BTP sont également en net recul avec respectivement une diminution de 6,1 % et 3,4 %. Le commerce tire son épingle du jeu avec une hausse du volume de DPAE de 2,5 %.

5. Déclaration préalable à l'embauche.

Ménages

En France, en septembre 2025, la confiance des ménages est stable, selon l'Insee[6]. L'indicateur, est resté constant sur un mois, mais est en fort recul comparativement à la même période un an plus tôt. Il demeure en dessous de sa moyenne de longue période, estimé à 100 entre janvier 1987 et décembre 2024, fruit d'un contexte économique et politique perturbé.

Dans le même temps, le solde d'opinion des ménages concernant les perspectives d'évolution de leur situation financière est forte croissance (+3 points), atteignant même un niveau nettement au-dessus de leur moyenne de longue période.

6. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages sur la situation économique est favorable. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle, qui permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et capacité d'épargne future.

Épargne : des ménages prudents qui naviguent à vue

Entre juin 2024 et juin 2025, les encours de dépôts à vue[7] des ménages finistériens évoquent un comportement prudentiel, mais des volumes stables. Après une croissance notable à l'été 2024, les encours placés se sont progressivement réduits jusqu'en mars 2025, avant une timide reprise jusqu'à la fin du premier semestre. Les volumes, bien que plus restreints que ceux constatés lors de la crise sanitaire, ne subissent pas de grande volatilité, preuve d'une certaine résilience dans un contexte de faible croissance.

Inversement, les encours des comptes à terme, qui reflètent la propension des agents économiques à bloquer leur argent à la recherche de rendement, se contractent progressivement depuis la fin d'année 2024, jusqu'à la fin du premier semestre 2025. Cette trajectoire traduit le manque de confiance pour orienter l'épargne disponible vers des investissements.

Dans le contexte de croissance faible, des incertitudes politiques et économiques, les ménages font preuve de pudence et privilégient une épargne de précaution rapidement mobilisable.

7. Compte, livret bancaire disponible à tout moment, sans préavis ni pénalité (exemple : livret A, LEP...).

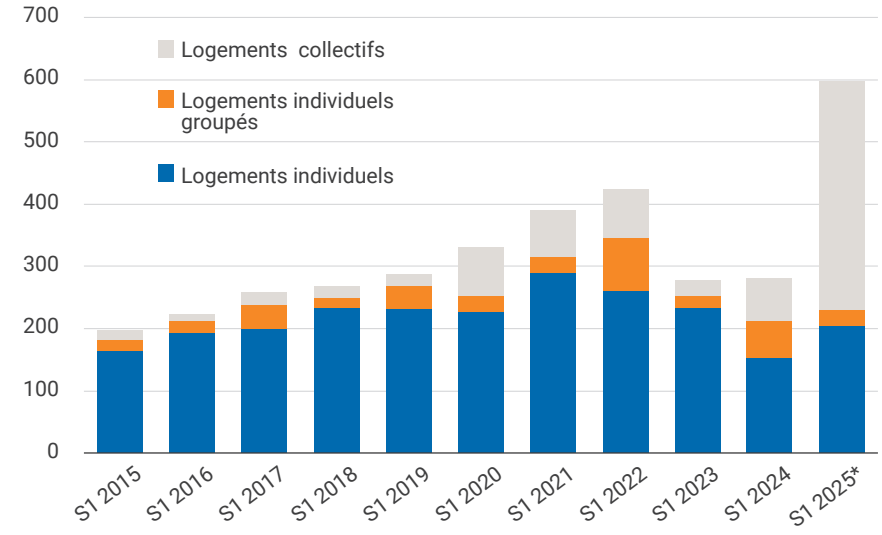
> La confiance des ménages est en fort recul en un an, selon l'Insee.

Forte hausse du volume de logements collectifs

Le premier semestre 2025 marque une reprise significative de la construction de logements dans le pays de Morlaix. 598 logements ont été autorisés, contre 336 sur la même période en 2024. Ce doublement est principalement porté par la forte progression des logements collectifs (x5). Deux opérations se distinguent. La première à Morlaix concerne la réhabilitation du couvent des Ursulines et la réalisation de 112 logements. La seconde, située à Roscoff dans l'ancien quartier gare, prévoit la construction neuve de 108 logements.

Les logements individuels groupés sont en revanche en fort repli (-57 %). Cette dynamique, contrastée selon les intercommunalités, témoigne d'une réorientation du marché vers les opérations groupées, plus denses et économiquement soutenables.

Nombre de logements autorisés dans le pays de Morlaix au cours des premiers semestres



Source : SDES Sit@adel2, logements ordinaires, traitement ADEUPa - *donnée temporaire

Paroles d'acteur

DOMINIQUE LE NAN, directeur de Bretagne Lin

Crédit: Bretagne Lin

Pouvez-vous présenter votre parcours et ce qui vous a conduit à créer Bretagne Lin ?

J'ai créé et dirigé pendant plusieurs années l'entreprise Saveurs du Léon, spécialisée dans l'achat, la vente et le conditionnement d'oignons et d'échalotes. Nous étions une cinquantaine de salariés, avec une activité commerciale en France et en Europe. J'ai quitté cette entreprise il y a trois ans, avec l'envie de m'engager dans un projet à impact, en lien avec l'agriculture et l'environnement.

C'est en 2018, avec la loi Agec, que j'ai commencé à m'intéresser à des alternatives aux filets plastiques utilisés dans l'emballage. À l'époque, le marché ne proposait que très peu d'options. C'est là que j'ai découvert le lin, son histoire en Bretagne, et son potentiel. Même si la fibre longue de lin est trop coûteuse pour fabriquer des filets, j'ai vu une opportunité de relancer une filière textile locale avec nos agriculteurs.

Comment s'est déroulé le lancement de la filière ?

Tout a commencé en 2022 avec cinq agriculteurs volontaires. Nous avons financé entièrement les premières parcelles avec nos fonds propres, dans une logique de partage d'expérimentation. Dès la première récolte en octobre 2022, la production a très bien fonctionné, au-delà de nos estimations et espérances. Nous avons donc organisé une réunion pour présenter les résultats. L'enthousiasme a été immédiat : nous sommes passés à 29 agriculteurs en 2023, puis à 110, et aujourd'hui nous comptons environ 180 producteurs, pour une surface cultivée de 1 600 à 1 700 hectares.

Quels sont les atouts agronomiques du lin pour la Bretagne ?

Le lin est une culture parfaitement adaptée à notre territoire. Elle nécessite trois fois moins d'intrants, ce qui est un vrai plus dans les zones sensibles comme les bassins touchés par les algues vertes. De plus, cette culture obtient 3 fois plus de marge que la culture céréalière de types blé ou orge. Elle permet aussi d'allonger les rotations, c'est donc une option intéressante pour les producteurs de légumes. Et surtout, la culture est entièrement mécanisée, ce qui facilite son adoption. Nous avons ainsi investi par l'intermédiaire d'une Cuma, environ 4 millions d'euros de matériel.

Et côté transformation, où en êtes-vous ?

Pour aller plus loin dans la structuration de la filière, il fallait une unité de teillage. Nous avons donc lancé un projet industriel sur le site de l'ancienne usine Gad. Ce n'était pas notre premier choix, mais ce site nous a été proposé par la communauté de communes. Il a fallu faire preuve d'imagination, car les bâtiments existants n'étaient pas aux normes. Nous avons obtenu rapidement les autorisations nécessaires. Toutefois, l'étude environnementale avait repéré un couple de chauves-souris dans le bâtiment, ce qui a retardé le chantier d'une année environ. Aujourd'hui, l'ouverture du site est prévue pour juin 2026, avec 20 à 25 salariés et l'ambition d'atteindre 45 à 50 salariés.

Cette étape de transformation demande-t-elle beaucoup de ressources en eau et en énergies ?

Le processus mécanique du teillage, qui consiste à récupérer la fibre, ne consomme pas d'eau, mais est énergivore. Nous avons prévu des bâtiments bien isolés, sans climatisation, pour limiter l'impact et offrir de bonnes conditions de travail. Des panneaux photovoltaïques au sol seront installés au sol. Avec 6 hectares de réserve foncière, on peut se projeter plus facilement dans une plus grande diversité de projets.

Quels sont les débouchés pour la fibre de lin ?

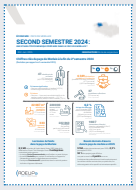
Notre objectif est de valoriser 80 % de la production localement. La fibre longue, qui représente 20 à 25 % de la paille, sera destinée au textile. La fibre courte, nettoyée et mélangée à du coton par exemple, pourra servir à l'ameublement, à l'automobile, à l'aéronautique, voire à la construction navale. C'est une alternative 100 % recyclable à la fibre de carbone.

Un dernier mot ?

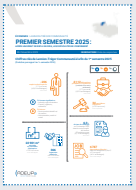
Ce projet fait sens, et cela se ressent dans les recrutements. Nous attirons des profils motivés, qui veulent s'engager dans une filière durable, locale et innovante. La Bretagne a toutes les cartes en main pour redevenir une terre de lin.

Pour aller plus loin

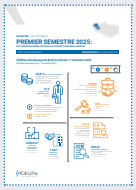
Avec l'Adeupa



Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au 2d semestre 2024



Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au 1er semestre 2025



Observatoire de l'économie du pays de Brest au 1er semestre 2025

Et ailleurs

- Banque de France - tendances régionales : https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-septembre-2025
- Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844

LES OBSERVATOIRES | **ECONOMIE**

Direction de la publication : François Rivoal | **Réalisation :** Lucie Bianic, Laurent Boussard (CCI Finistère), Glen Joncour, François Le Pellec | **Traitement statistique / Cartographie :** Eloïse Blouet, Julien Florant
Relecture : Magali Can | **Mise en page :** Dynamo +
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél. : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : novembre 2025
ISSN : 2425-9608 | **Réf :** 25-182 | **Site web :** www.adeupa-brest.fr

LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE